

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Bras-de-fer-decisif-au-Venezuela>

Bras de fer décisif au Venezuela

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : jeudi 12 décembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'opposition au gouvernement de Hugo Chavez, composée des patrons, des sinistres dirigeants syndicaux de la CTV, -centrale syndicale liée à l'ancien parti social démocrate Accion Democratica qui est pratiquement décédé pour cause de corruption-, de la haute hiérarchie de l'Eglise catholique et surtout des mass-média commerciaux, entame sa seconde semaine de tentative de grève générale.

Par Paul-Emile Dupret *

9 décembre 2002

Vendredi passé il apparaissait clairement que cette grève patronale était un échec, les bases syndicales ne suivant pas du tout les directives du dirigeant syndical "golpista" Carlos Ortega, et se rendant au contraire massivement au travail.

C'est alors qu'est intervenu le massacre de la place Altamira qui a tout de suite été présenté par toutes les chaînes commerciales comme étant le fait du gouvernement Chavez, ce qui a donné un nouveau souffle au mouvement d'opposition qui s'est enfin étendu un peu dans une partie des secteurs pétrolier et bancaire.

Peu importe que ce soit au gouvernement que profite le moins le massacre de la Place Altamira. Peu importe que la manipulation médiatique ait été clairement démontrée, puisqu'il est désormais prouvé que le tueur d'origine portugaise, Joao Gouveia, est entré au Venezuela 13 heures après la vidéo diffusée par la chaîne commerciale Globovision où il apparaît dans le centre de Caracas en compagnie de groupes proches de Chavez.

De toute façon, l'adage a fonctionné : "calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose".

Depuis que le gouvernement a pris la tutelle de la police métropolitaine (PM) de Caracas, l'opposition a recours à de nouvelles méthodes sales : des bandes de motards circulent dans la ville, détruisant les magasins et rossant les commerçants qui ne suivent pas les consignes de grève. Un groupe de manifestants a détruit vendredi soir le siège principal du parti de la majorité, le MVR (Movimiento Quinta Republica). Les parents voient avec horreur que des professeurs obligent leurs enfants à écrire de façon répétitive "Chavez est un assassin, Chavez est un assassin...". Ce dimanche, des curés ont fait des homélies sur le thème : "Qui ne fait pas grève ira en enfer" . Les télévisions commerciales ne passent aucune image ou aucun programme "normal" mais consacrent leurs programmes, 24 heures sur 24, à conspuer le gouvernement et à appeler à la grève, précisant les endroits de réunions du lendemain, faisant circuler des rumeurs sur les pénuries, afin de déclencher la panique, etc..., organisant des débats pseudo-intellectuels concluant tous inévitablement sur la nécessaire sortie violente ou non du président Chavez.

Réponse populaire : sérénité et mobilisation

Malgré la gravité du scénario mis en place par l'opposition, très similaire à celui du mois d'avril, les secteurs populaires et gouvernementaux apparaissent très alertes et préoccupés, mais d'une sérénité étonnante. On est sûr qu'il s'agit d'une semaine déterminante, mais on croit que cette crise servira pour avancer dans le processus révolutionnaire. Les appels au calme et à la tolérance sont permanents. Mais le gouvernement appelle aussi le peuple à une mobilisation maximale contre la grève et pour la récupération des sites pétroliers, afin de réactiver la chaîne de production. Ce matin j'ai ainsi rencontré dans le centre de Caracas, -où l'activité économique est normale hormis la fermeture des banques-, des groupes bolivariens déambulant dans les rues avec des mégaphones appelant les gens à continuer à travailler normalement.

Cette sérénité déterminée provient du fait que l'on se rend compte que le processus avance. Car si le scénario mis

en place par l'opposition est dans l'ensemble une répétition des préludes du coup d'avril, les conditions ne sont plus les mêmes.

En premier lieu le mouvement populaire a énormément progressé en quelques mois, suite à l'alerte d'avril. Le nombre des cercles bolivariens a explosé. Une conscience bien plus claire existe, sur le fait que ce qui est en jeu, c'est une possibilité unique que représente ce gouvernement de vaincre la pauvreté grâce aux orientations politiques prises : priorité à l'éducation et la santé, utilisation des revenus pétroliers pour le développement, réforme agraire, etc... Cette conscience va au-delà des "chavistes" et a contaminé tout le peuple qui a pu voir clairement le sinistre spectre du pouvoir mis en place de façon éphémère en avril qui est le même qui a généré toute cette pauvreté dans un pays qui est un des premiers exportateurs de pétrole du monde.

En second lieu, la bourgeoisie a perdu les principaux alliés sur lesquels elle pouvait compter dans l'armée, puisque 50 généraux ont été éloignés de postes de commandements ou limogés après le coup d'Etat d'avril. Il semble qu'actuellement le gouvernement ait assez bien en main l'armée et la garde nationale. Sur la place de Caracas, l'opposition a perdu un instrument qui avait été essentiel pour perpétrer le coup d'Etat d'avril, à savoir la police métropolitaine aux ordres du maire du grand Caracas, Alfonso Peña, qui avait été élu sur la liste de Chavez, mais a retourné sa veste ensuite. C'est cette police qui a perpétré la plupart des assassinats d'avril. Elle a été mise sous la tutelle de la garde nationale.

Enfin le gouvernement, qui avait été pris par surprise en avril est cette fois plus alerte, et adopte des mesures proportionnelles à la gravité de la situation. Ainsi, la semaine passée, il s'était contenté d'organiser une grande marche populaire afin de contrecarrer la fermeture de certains magasins, initiative qui avait été couronnée de succès. Face au sabotage de l'activité pétrolière, il a décidé, samedi, de militariser les installations pétrolières qui sont essentielles pour la survie du pays, et surtout pour la progression de sa politique sociale l'an prochain.

Le front médiatique semble le point le plus faible du gouvernement. Certes les médias communautaires se développent de manière accélérée et le "rating" de la chaîne publique, assez indigeste mais seule source donnant une information assez raisonnable, a beaucoup progressé à cause du dégoût de la majorité de la population face à l'engagement politique extrême et violent des médias commerciaux, et il reste très grave que ces chaînes commerciales, toutes favorables au coup d'Etat, puissent continuer à faire circuler sans obligation de démentis les rumeurs les plus folles et les plus criminelles puisqu'elles diffusent notamment de messages qui encouragent clairement le lynchage de Chavez et ses partisans, en plus du sabotage économique du pays et du coup d'Etat.

Comme l'a annoncé le président Hugo Chavez, la bataille de cette semaine est celle du contrôle de l'entreprise pétrolière PVDSA qui est une véritable enclave économique sous contrôle de la bourgeoisie, qui a accaparé la plus grande partie de ses revenus, et dont Chavez avait bloqué in extremis la privatisation en arrivant au pouvoir. Le caractère public de l'entreprise est en effet inscrit dans la Constitution de la République bolivarienne.

La chaîne de production pétrolière est en partie bloquée suite aux actions des dirigeants de l'entreprise, de certains capitaines de navires, et de certains propriétaires de camions et de stations-services. Mais à l'appel de Chavez, qui a reçu un appui massif lors d'une méga manifestation ce samedi, la population commence aujourd'hui à se mobiliser massivement et en permanence aux côtés de l'armée pour maintenir ou rétablir l'activité. Des installations sont occupées dans tout le pays. Sur certains bateaux, l'équipage se soulève contre son capitaine. Il s'agit maintenant pour la majorité de pouvoir dépasser la difficulté technique que détient une minorité qui utilise ses compétences pour bloquer la production.

Chacun sait donc que cette nouvelle bataille est décisive, et c'est pourquoi la bourgeoisie locale, mais aussi des pays comme les Etats-Unis et l'Espagne jouent leur va-tout.

De son côté, s'il parvient à dépasser cette épreuve, le mouvement de la révolution bolivarienne qui a gagné les élections il y a 3 ans déjà, pourrait enfin accéder au pouvoir.

* Groupe de la Gauche Unitaire Européenne